Direction de projet démocratie locale 1 décembre 2016

Service Relations aux usagers

**Bilan des dispositifs d’initiative citoyenne**

**Année 2016**

Le conseil municipal du 23 juin 2016 a adopté la création d’une Commission de suivi de l’initiative citoyenne. Cette commission a pour objectif de rendre un avis sur les deux outils de démocratie locale relevant de l’initiative citoyenne : le budget participatif et l’interpellation citoyenne.

La délibération énonce qu’ « un bilan annuel des outils municipaux de démocratie locale relevant de l’initiative citoyenne sera alors présenté par les services municipaux aux membres de cette commission ». Ce document constitue donc le « bilan annuel » énoncé dans la délibération.

Ce travail de bilan s’appuie sur de multiples temps d’échanges et retours de questionnaires permettant d’avoir des regards croisés citoyens et services municipaux sur ces deux outils d’initiative citoyenne (cf. annexe 1).

1. **Interpellation et votation citoyenne**

La direction de projet démocratie locale a été missionnée pour mettre en œuvre un dispositif d’interpellation et de votation citoyenne qui est opérationnel depuis le 1er mars 2016.

Ce dispositif s’appuie sur la volonté de développer le pouvoir d’agir des habitants et de faire vivre le débat démocratique local.

Il permet aux citoyens d’enrichir l’ordre du jour des conseils municipaux et ainsi de pouvoir influer concrètement et directement sur le débat public, débat qui pourra se poursuivre dans le cadre d’une votation d’initiative citoyenne.

Ce dispositif permet donc d’enrichir la démocratie représentative par des espaces de débats organisés, de générer un pouvoir d’interpellation par un dispositif pétitionnaire et d’expérimenter une forme de démocratie directe par la votation.

En quoi consiste aujourd’hui ce mécanisme d’interpellation et de votation citoyenne ? Les grenoblois qui veulent faire évoluer l’action municipale peuvent lancer une pétition. Si la pétition atteint les **2000 signatures de Grenoblois**, la proposition est alors présentée par le pétitionnaire en Conseil Municipal puis fait l’objet d’un débat. A la suite de ce débat, la proposition pourra soit être mise en œuvre, soit être soumise au vote dans le cadre d’une **votation citoyenne organisée une fois par an par la Ville**. Le Maire de Grenoble s’engage à suivre le résultat de la votation si la proposition réunit **20 000 voix majoritaires**, nombre de voix recueillies par la majorité actuelle lors des dernières élections municipales.

1. **Dépôt des pétitions**

Depuis le 1er mars 2016, tout **individu de plus de 16 ans résidant à Grenoble ou association ayant son siège social à Grenoble peut lancer une pétition** dans le cadre de ce dispositif. Le porteur remplit un formulaire spécifique qui est transmis à la direction de projet démocratie locale via la site internet ou via un formulaire papier disponible dans les accueils des Maisons des Habitants.

Les critères de recevabilité sont les suivants :

* L’objet de la proposition entre dans les compétences de la commune.
* L’objet de la proposition est légal. La proposition ne présente pas notamment de caractère discriminant ou diffamatoire en particulier dans sa formulation.
* La formulation de la proposition permet d’en faire ultérieurement une question soumise à votation (formulation claire permettant à chaque citoyen de se positionner pour ou contre la proposition, présence d’une seule idée dans la proposition)

La Ville s'engage à donner une réponse au porteur de pétition dans un délai d’un mois.

La Ville a reçu à ce jour 11 demandes de pétition. Cinq d’entre elles ne relevaient pas du champ de compétence communal et ont donc été refusées. Quatre relevaient du champ de compétence communale et ont donc été publiées dans le cadre du dispositif. Trois d’entre elles reçues récemment sont, au moment de la rédaction de bilan, en cours d’instruction (cf. annexe 2 : tableau de suivi des pétitions déposées).

***Points de vigilance :***

***Concernant le formulaire, se pose la question de l’articulation entre la rédaction de la proposition sur le formulaire de pétition et celle présente sur le bulletin de vote en cas de renvoi éventuel sur une votation.***

***Par contre, un texte de pétition n’a pas les mêmes contraintes qu’un bulletin de vote. De plus, le temps qui passe entre la publication de la pétition et sa mise en votation peut aussi nécessiter des ajustements de formulation si la situation a évolué.***

1. **La collecte des signatures**

**Le porteur de la pétition est en charge de sa diffusion et de la mobilisation** qui lui permettra d’atteindre le seuil des 2 000 signatures qui déclenchera son inscription à l’ordre du jour du Conseil municipal. La pétition peut aussi être **signée en ligne** sur le site Internet de la Ville depuis le 5 juillet 2016.

A noter que si la pétition n’atteint pas les 2000 signatures dans le délai, un temps d’échange est proposé à chaque pétitionnaire pour faire le point sur le fond de son interpellation ainsi que pour avoir ses retours sur le dispositif. La pétition reste visible sur le site et il est indiqué les suites données.

Deux pétitionnaires qui n’ont pas atteint les 2000 signatures ont fait part de différentes demandes concernant cette étape du dispositif :

* Une baisse du seuil des 2000 signatures trop difficile à atteindre pour un porteur de pétition modeste.
* Une communication Ville plus large qu’uniquement sur le site internet pour les pétitions en cours afin d’aider le pétitionnaire à faire connaître sa demande.
* Un délai supplémentaire pour permettre au pétitionnaire de réunir les 2000 signatures.

***Points de vigilance :***

***On peut s’interroger sur les trois points évoqués ci-dessus : seuil de signature, communication des pétitions en cours, délai de recueil des signatures.***

***Concernant le seuil fixé, il s’agit de trouver un équilibre entre un seuil atteignable garantissant l’effectivité du dispositif sur des problématiques qui concerneraient un nombre important de grenoblois et un seuil qui ne serait pas trop bas au risque d’engorger le conseil municipal avec des problématiques d’intérêts particuliers qui n’auraient qu’un écho limité au sein de la population.***

1. **Modalités de contrôle des signataires**

La proposition qui a recueilli plus de 2 000 signatures est contrôlée dans le mois qui suit son dépôt par le service « relations aux usagers ». Il s’agit d’un contrôle par échantillonnage avec 50 signataires contrôlés. La procédure de contrôle a été précisée à l’occasion du premier contrôle effectué sur la pétition déposée par le CLUQ (cf. annexe 2). Cette procédure semble aujourd’hui opérationnelle et adaptée.

1. **Présentation en Conseil municipal**

Une fois la pétition validée par le service « relations aux usagers », elle est inscrite à l’ordre du jour du conseil municipal du mois suivant sur décision du Maire. En début de conseil municipal, le Maire propose une interruption de séance pour permettre au porteur de la pétition de présenter sa proposition en 10 minutes maximum. Puis chaque groupe politique peut faire une intervention lui permettant de réagir sur le fond ou de demander d’éventuelles précisions. Après ces différentes prises de parole, le porteur de la pétition peut prendre à nouveau la parole pour apporter des compléments d’information au regard des interventions précédentes. A la demande du pétitionnaire, un deuxième tour d’échange est possible

Enfin, le Maire prend la parole pour clore les débats et annoncer :

* Soit la présentation dans le trimestre qui suit d’une délibération de principe s’inspirant de la proposition issue de la pétition. Une autre délibération plus opérationnelle pourra être votée si besoin dans les mois qui suivent.
* Soit le renvoi de la pétition à la votation citoyenne dans le cadre du dispositif  organisée annuellement par la Ville.

**Points de vigilance :**

**Plusieurs parties prenantes du débat en conseil municipal se sont interrogées sur la possibilité d’un vote sur la pétition en conseil municipal.**

1. **Campagne avant votation**

Il avait été fixé initialement comme date limite de dépôt des pétitions le 24 juin 2016 pour une présentation au Conseil municipal du 11 juillet 2016 et un temps de campagne pouvant se dérouler du 1er septembre au 10 octobre 2016. A la demande du CLUQ, porteur d’une pétition sur le stationnement, il a été décidé, d’un commun accord avec les pétitionnaires, que les pétitions - pour la première année de lancement du dispositif- pouvaient être déposées jusqu’au 29 août 2016 avec un passage en conseil municipal le 27 septembre 2016. Ce décalage de calendrier a induit une période de campagne particulièrement courte avant la votation.

Sur la votation elle-même, la Ville a mené une large campagne multi-supports (affiches, cartes postales, banderoles, spots télé, spots radios, écrans dynamiques dans les transports en commun et les équipements municipaux, mailing liste des Maisons des Habitants, etc.)

Concernant le débat sur la proposition contenue dans la pétition, la Ville a mis en place trois espaces de débat en amont de la votation :

* Un débat via une communication écrite : impression de flyers par la Ville présentant d’un côté l’argument du pétitionnaire, de l’autre celui de la Ville ainsi qu’une invitation à participer au vote, (10780 exemplaires, dont 7 780 diffusés dans les équipements municipaux et bureaux de vote et 3 000 exemplaires transmis au pétitionnaire).
* Un débat via un espace numérique dédié accessible via le site grenoble.fr et comprenant un écrit du pétitionnaire, un écrit présentant la position de l’exécutif, des contributions possibles des groupes politiques du conseil municipal et des documents d’information (délibération concernée, grille de tarification) (page vue 6449 fois depuis sa mise en ligne le 30 septembre 2016)
* Un débat public diffusé en direct et retransmis sur une chaine de télévision locale ainsi que sur le site internet de la Ville. Débat animé par un journaliste avec une stricte égalité des temps de parole (50 personnes dans la salle, 702 vues du débat sur internet).

A noter que la campagne se déroule également au-delà de ce cadre avec les initiatives propres du pétitionnaire, des médias locaux et des groupes politiques.

***Points de vigilance :***

***Les assesseurs dans les bureaux de vote ont fait remonter de nombreuses réactions de citoyens concernant la diffusion de l’information. En effet, de nombreux citoyens s’attendaient à une diffusion toutes boîtes aux lettres des documents de communication officielles sur la « semaine de vote » (guide pratique pour voter, document de présentation de la position du pétitionnaire et de l’exécutif, liste des projets du budget participatif) pour permettre à chacun d’avoir l’information et de prendre part au vote comme lors d’une élection « classique ».***

1. **Votation**

Cf. partie C- « une semaine pour voter »

1. **Modalités de validation du vote**

Suite au vote, si l’une des propositions comptabilise 20 000 votes en faveur de la proposition et que les votes favorables sont majoritaires sur les votes défavorables, la majorité municipale a alors deux années pour mettre effectivement en œuvre la proposition.

A noter que ce seuil de votants est inférieur au seuil exigé dans le cadre du référendum local prévu dans la loi organique de 2003. En effet, une proposition soumise à référendum dans ce cadre est adoptée si elle réunit la majorité des suffrages exprimés et si la moitié au moins des électeurs inscrits ont pris part au scrutin, ce qui représenterait à Grenoble 42 172 votants. D’autre part, le corps électoral est élargi aux résidents étrangers et aux jeunes de 16 à 18 ans.

En 2016, 6 678 Grenoblois ont pris part au vote sur la pétition sur l’évolution des tarifs de stationnement avec 4 515 voix favorables à la pétition (66%), 2 079 voix défavorables à la pétition (31%) et 190 votes blancs (3%).

Pour une analyse par secteur et par tranche d’âge des résultats (cf. annexe 3).

***Points de vigilance :***

***De nombreux citoyens, dans les bureaux de vote, comme lors des temps de bilan avec les Unions de quartier et les Conseils citoyens indépendants ont questionné le seuil affiché pour la votation (20 000). Si la correspondance entre ce seuil et le nombre de votes obtenus par la majorité lors des élections municipales est comprise par les citoyens, ils s’interrogent si ce seuil est, en pratique, atteignable.***

***En effet, le seuil de votes à atteindre pour que la votation soit décisionnelle conditionne l’appropriation, du dispositif et donc son effectivité.***

***Deux pistes de réflexion sont possibles :***

* ***Faire évoluer les conditions matérielles du vote : diffusion de l’information plus importante, ouverture de bureaux de vote supplémentaires, ouverture harmonisée de tous les bureaux de vote sur des horaires hors temps de travail (samedi, soirée), mise en place du vote en ligne, etc. A noter que ces évolutions auront un coût significatif pour la collectivité.***
* ***Evolution des seuils.***

1. **Évaluation du coût du dispositif (hors semaine de vote)**

Création du module de signature en ligne : 2 316€

Communication spécifique votation citoyenne : 2 622€

Soit un coût de prestation de 4 938€ en 2016.

Enfin, on peut estimer à 0,3ETP le temps de travail consacré au pilotage de ce dispositif par la direction de projet démocratie locale.

A noter qu’il faut ajouter que le coût débat sur la votation animé par Télégrenoble et diffusé en direct sur le site de la Ville et de la chaîne d'information a été intégré au partenariat annuel qui lie les deux organisations. Aucun budget supplémentaire n'a donc été versé pour cela.

1. **Budget participatif**

Le budget participatif de Grenoble est un dispositif qui permet aux résidents grenoblois de plus de 16 ans de proposer l'affectation d’une partie du budget d’investissement, sur la base de projets citoyens. En 2015 et en 2016, la partie du budget d’investissement dédiée au budget participatif est de 800 000 €.

Les objectifs poursuivis au travers de ce dispositif sont :

* Permettre aux citoyens de proposer des projets qui répondent à leurs besoins,
* Impliquer les grenoblois dans le choix des priorités des dépenses d'investissement.
* Favoriser une implication citoyenne et collective de toutes et tous.

Ce dispositif compte 4 étapes essentielles (selon le calendrier 2016) :

**Etape 1 : J'ai une idée, je dépose un projet - Du 15 mars au 5 mai 2016 (**Les citoyens murissent des idées et déposent un projet sur la plateforme participative ou à l'accueil des Maisons des Habitants. Les services étudient leur recevabilité, selon les critères établis dans l'article 8 du présent règlement, pour savoir s'ils peuvent passer à la phase suivante.)

**Etape 2 : Présentation, débat et sélection des projets - « Ruche aux projets » - Samedi 21 mai 2016**  
Les porteurs de projets dont le projet a été pré-validé lors de l'étape 1 viennent présenter leur projet, débattre et échanger avec l'ensemble des participants. Les participants sélectionnent les projets qui partiront à l'instruction des services.

**Etape 3 : Instruction – durant l'été 2016**  
Etude de la faisabilité technique, juridique et financière par les services de la Ville et de la Metro. Les porteurs de projets sont associés à cette instruction. Il en ressort la liste des projets qui pourront être soumis au vote.

**Etape 4 : Choix des projets – Du 10 au 15 octobre 2016**  
Vote dans différents lieux répartis géographiquement de la Ville pour aboutir à une liste de projets retenus entrant dans une enveloppe maximale cumulée de 800 000 €.

**Etape 5 : Réalisation - 2017**  
Démarrage de la réalisation des projets incluant des concertations avec l'ensemble des acteurs concernés par la mise en place des projets.

1. **Dépôt des projets**

Pour cette seconde édition l’accent a été mis sur l’inscription de ce dispositif dans la proximité, en lien avec les Maisons des Habitants. Trois objectifs principaux ont été poursuivis :

-Porter l’accent sur les territoires moins pourvus en termes de propositions de projets et porter une attention particulière vers les publics les plus éloignés de la participation citoyenne.

-Repenser l’organisation du site Internet pour garantir l’égalité des chances, notamment en développant la géolocalisation des projets et en investissant dans une solution interne.

-Réfléchir aux fusions de projets en amont de la Ruche et les favoriser dès le dépôt des projets en permettant la mise en lien entre porteurs de projets, avec la fonctionnalité «  rejoindre » un projet.

Concernant l’inscription dans la proximité : 9 petits déjeuners et 6 réunions de proximité ont été mises en place dans les MDH dont l’objectif était de mieux faire connaître le dispositif. 14 jours de diffusion (sorties d’école, Parcs…) sur l’espace public, en allant à la rencontre des Grenoblois.

Concernant les projets déposés : 185 projets déposés en ligne, 156 projets validés, 564 grenoblois qui ont rejoint un projet en amont de la Ruche

Concernant la répartition territoriale :

Secteur 1 : 23 projets

Secteur 2 : 43 projets

Secteur 3 : 7 projets

Secteur 4 : 27 projets

Secteur 5 : 28 projets

Secteur 6 : 20 projets

Cela a permis de favoriser une répartition nettement plus équilibrée sur l’ensemble de la Ville par rapport à l’édition 2015. Il conviendrait de poursuivre les efforts en ce sens.

***Points de vigilance :***

* ***Enjeu de la compréhension du dispositif : des habitants n’ont pas compris la logique du budget participatif (part d’un budget d’investissement et non dépense supplémentaire), ce qui soulève des incompréhensions quant à la somme dédiée à ce dispositif dans un contexte de baisse des dépenses publiques. Un effort de communication est sans doute encore nécessaire.***
* ***A l’inverse, d’autres citoyens estiment que la part du budget d’investissement dédié au budget participatif n’est pas suffisante.***
* ***Les porteurs de projet, une fois leur projet déposé, ne distinguent pas assez clairement la suite du déroulé du dispositif***
* ***Certains habitants ont été en difficulté pour déposer leurs projets***
* ***La possibilité de « rejoindre » un projet n’a pas été suffisamment claire pour les habitants comme pour les porteurs de projet.***

1. **Ruche aux projets**

Les évolutions dans le déroulement de la Ruche entre 2015 et 2016 avaient pour objectifs :

-Garantir l’égalité durant le temps à la Ruche en donnant plus de temps aux échanges grâce à l’organisation de la Ruche sur une journée entière.

-Proposer aux porteurs de projets un accompagnement pour leurs présentations lors du temps à la Ruche.

-Aider à la pré-sélection des projets par les habitants par la production d’une grille de critères co-construite avec des citoyens mobilisés.

Les modalités organisationnelles et le déroulé de la Ruche ont été l’objet de 3 réunions de travail avec les Unions de quartier et les Conseils citoyens indépendants afin de les associer à l’organisation du dispositif. Ce partenariat a permis de lancer une dynamique collective.

En amont de la Ruche, une rencontre à destination de l’ensemble des porteurs de projets a été mise en place afin de les aider à préparer au mieux ce temps.

La ruche s’est déroulée en 3 temps :

* Une phase de présentation des projets par table par les porteurs de projets présentaient leurs propositions aux habitants. Cette année les projets ont été présentés sur deux tables (contre une l’an passé)
* Une phase de sélection par les participants de la moitié des projets leur ayant été présentée lors des tables
* Une phase de présentation de l’ensemble des projets retenus par catégorie (petits et grands) en plénière permettant d’aboutir sur la sélection de 23 petits projets et 7 gros.

Cette année, 197 citoyens ont été présents (190 en 2015), 40 agents de la Ville ont été mobilisés, 3 membres des CCI ont été modérateurs, 95 projets ont été présentés par les porteurs.

Un questionnaire d’évaluation a été diffusé à la fin de la Ruche. (cf. annexe 4 pour résultats complets).

Les principaux enseignements de ces retours :

* Une évaluation globalement positive
* Des participants qui venaient avec une connaissance des projets (98 avaient une idée précise)
* Des participants qui à 60% ont préféré les temps d’échange par table, et 20% les temps de sélection des projets en plénière
* Des participants qui à 29% ont trouvé le temps en plénière le moins riche, 28% l’introduction un peu longue ainsi que les votes à 24% alors que les échanges par table ont été appréciés.

***Points de vigilance :***

* ***L’étape de la Ruche n’est pas encore assez visible et lisible pour les grenoblois.***
* ***La ruche a pu paraître trop longue, plus particulièrement le temps en assemblée plénière.***
* ***Les participants auraient globalement souhaité plus de temps d’échanges.***
* ***L’origine territoriale des participants à la Ruche n’est pas assez diversifiée.***
* ***La dynamique de sélection des projets par pondération est trop complexe lors du dépouillement des votes pendant la Ruche.***
* ***Une cinquantaine de projets n’ont pas pu poursuivre le processus de sélection, les porteurs étant absents lors de la Ruche.***

1. **Campagne des porteurs de projet et Communication sur le dispositif en amont du vote**

L’objectif principal cette année durant cette phase a été d’accompagner davantage les porteurs de projet en déployant des moyens dédiés pour permettre l’égalité des chances et favoriser l’implication de tous. Pour cela, les porteurs de projets ont pu bénéficier du tirage d’affiches et de flyers spécifiques à leurs projets, de la réalisation de portraits réalisés et diffusés par Télé-Grenoble. D’autre part, les caravanes des projets, des temps festifs sur les secteurs 3, 4, 5,6 ont permis aux porteurs de présenter leurs projets. Ces temps ont été mis en place en partenariat avec les associations locales en intégrant des festivals ou des animations de quartier existantes. 6 caravanes ont eu lieu : une sur le secteur 3, deux sur le secteur 4, 2 sur le secteur 5, et une sur le 6 ont été mis en place.

De nouveaux outils de communication ont également été développés :

* Un dépliant présentant l’ensemble des projets soumis au vote des habitants
* Une exposition des projets mis en place dans tous les lieux de vote et dans 4 MDH supplémentaires.
* Une exposition des projets au jardin de Ville

On peut aussi signaler un partenariat avec un groupe de jeunes de l’AUESC Bajatière qui ont distribué des plaquettes durant une semaine entière pour mobiliser les habitants dans la proximité en contrepartie d’un financement pour un projet de départ collectif.

***Points de vigilance :***

* ***Poursuivre l’amélioration de la visibilité des projets du Budget participatif dans la Ville (hors structures municipales et Centre-Ville)***
* ***Nécessité de poursuivre l’effort de mobilisation en direction de l’ensemble des publics et notamment les plus éloignés des dispositifs de démocratie locale (jeunes et résidents étrangers)***

1. **Modalités de sélection des projets**

Les résultats sur l’ensemble des bureaux de vote montrent une adhésion globale pour certains projets arrivant en tête dans la majorité des bureaux de vote. Néanmoins, on note également un « vote de proximité », certains projets réunissant beaucoup plus de votes dans le bureau de vote de leur quartier.

Si l’on constate une augmentation très importante du nombre de votants entre 2015 et 2016 dans les quartiers sud de la Ville, il demeure cependant des inégalités de participation selon les secteurs. En effet, on note la forte mobilisation des résidents des secteurs 1 et 2 parmi les votants au regard de leurs poids démographiques effectif. (cf. annexe 5 pour analyse complète des résultats).

Au vue de l’objet de la pétition soumise au vote cette année, il est difficile de faire précisément la part entre le biais territorial induit par la pétition et le biais sociologique de participation citoyenne que l’on observe lors de tout scrutin.

Afin de garantir l’égalité des chances, atténuer l’effet de lobby de certains projets et induire les votants à se positionner dans une logique d’intérêt général, le choix a été fait de demander aux votants de choisir plusieurs projets, que ce soit dans la catégorie des « gros projets » (2) ou des « petits projets » (5).

Quant à la mécanique de sélection, elle prévoyait la sélection d’un seul « gros projets » (celui qui avait reçu le plus de vote) dont le coût déterminait ensuite la somme restante pour les « petits projets » qui étaient alors retenus dans l’ordre du nombre de suffrages obtenus, ce qui a pu générer des incompréhensions.

***Points de vigilance :***

* ***Clarifier l’écart entre la mécanique de vote et la mécanique de sélection.***
* ***S’assurer de l’appropriation du dispositif par l’ensemble des habitants de Grenoble sur tous les territoires en renforçant les actions « d’aller vers » dans les secteurs qui se mobilisent moins.***

1. **Inscription dans les réseaux**

Cette année, la Ville de Grenoble, en collaboration avec la Ville de Rennes, la Ville de Montreuil, l’Institut national de la Concertation, le CNFPT, la maison de l’habitant Pont de Claix, a organisé les premières rencontres nationales des Budgets participatifs. Cela a permis le lancement d’un réseau de Villes autour de cette question. L’an prochain ces rencontres se dérouleront à Rennes.

1. **Cout du dispositif (hors semaine de vote)**

Le cout du dispositif en 2016 est de 28 500€ en terme de prestations. Cette somme se décompose de la manière suivante :

* Création de la plateforme numérique du Budget participatif : 3 480€
* Organisation de la Ruche aux projets : 12 220€
* Communication sur le dispositif (phases de dépôt, de la Ruche et de Vote) : 6 200€
* Organisation des premières rencontres nationales des Budgets participatifs : 2 600€
* Caravanes de projets : 4 000€

Côté temps de travail, on peut estimer à 1ETP le temps consacré au pilotage du dispositif. A noter que lors des phases d’instruction et de réalisation des projets votés, de nombreuses directions sont impactées et que les concertations liées à la réalisation des projets votés sont possibles grâce à l’action des équipes des directions de territoire.

1. **Une semaine pour voter**
2. **Les bureaux de vote**

En 2015, présence d’un bureau de vote pour le budget participatif à l’Hôtel de Ville le vendredi 18 septembre de 11h30 à 18h30 et le samedi 19 septembre de 10h à 17h, soit un total de 16h d’ouverture.

En 2016, 8 lieux de vote du lundi 10 au vendredi 14 octobre (Hôtel de ville avec deux bureaux, ADIJ, une Maison des habitants par secteur) aux horaires d’ouverture habituels des équipements. Le samedi 15 octobre, 3 lieux de vote ouvert avec 7 bureaux de vote à l’Hôtel de Ville de 10h à 17h, 3 bureaux de vote à la bibliothèque du centre-ville de 11h à 17h et un bureau de vote à la bibliothèque Kateb Yacine de 12h à 17h. Soit un total de 451h d’ouverture de bureau de vote.

***Points de vigilance :***

***En dépit d’une augmentation très significative du nombre de jours de vote et du nombre de bureaux de vote en 2016, de nombreux retours de citoyens regrettant :***

* ***la complexité d’horaires différents en fonction des lieux de vote***
* ***l’absence de créneau horaire de vote en soirée durant la semaine***
* ***la fermeture des bureaux de vote des Maisons des habitants le samedi***

***Comme nous l’avons déjà évoqué dans la partie sur l’interpellation et la votation citoyenne, se pose la question de l’augmentation des possibilités de vote pour les Grenoblois, tant en terme de nombre de bureaux de vote tout au long de la semaine de vote que de plages horaires proposées.***

1. **La tenue des bureaux de vote**

En 2016, le vote a mobilisé 104 agents municipaux différents comme assesseurs dans les différents lieux de vote. Chacun des 10 lieux de vote comptait un président de bureau de vote, soit le directeur de la MDH concerné, soit la chef de service « relations aux usagers » pour l’Hôtel de Ville, soit un membre de la direction de projet démocratie locale pour les bibliothèques. Les présidents des bureaux de vote avaient en particulier la responsabilité de la sécurité des urnes qui étaient placées chaque soir dans une pièce fermant à clé.

Ces agents étaient en charge de la tenue des bureaux de vote, tant en terme d’enregistrement de votes que d’accompagnement pédagogique des votants. Pour venir appuyer ces agents mais aussi permettre un contrôle citoyen, un appel à volontaires a été transmis à l’ensemble des membres des Conseils citoyens indépendants et des Unions de quartier 10 jours avant le vote. Une dizaine de citoyens ont répondu présents et ont pu ainsi assurer une présence citoyenne dans les bureaux de vote.

L’ensemble des assesseurs et présidents de bureau de vote se sont vus proposés un temps de formation spécifique sur les modalités d’enregistrement des votes en amont de la semaine de vote.

Au sein des bureaux de vote, différents outils d’information étaient disponibles, à la fois sous forme d’exposition et de documents de communication :

* Un descriptif du fonctionnement de chacun des dispositifs (votation citoyenne et budget participatif)
* Le descriptif de l’ensemble des projets soumis au vote dans le cadre du budget participatif
* L’argumentaire du pétitionnaire et celui de l’exécutif municipal pour la votation citoyenne.

***Points de vigilance :***

***Différents enjeux ont pu être repérés concernant la tenue des bureaux de vote :***

* ***L’importance de la présence dans les bureaux de vote de personnes en capacité d’expliquer aux votants les dispositifs, leur logique et leur fonctionnement.***
* ***L’importance d’une communication claire et explicite dans les bureaux de vote sur la logique et le fonctionnement des deux dispositifs.***
* ***La nécessité de rendre visible les citoyens mobilisés et augmenter cette présence citoyenne dans les bureaux de vote.***

1. **Les modalités d’enregistrement des votes**

Comme en 2015, tout résident grenoblois de plus de 16 ans pouvait voter. Il doit pour cela se munir d’une pièce d’identité et d’une carte électorale ou d’un justificatif de domicile.

Cette année, les agents enregistrés comme assesseur disposaient sur leur session professionnelle d’une application métier dédiée qui permettait d’enregistrer les votants. A noter que cette application métier était directement reliée à la liste électorale, permettant de vérifier rapidement l’inscription des personnes sur cette liste.

Après avoir vérifié l’identité de la personne venue voter, son âge et sa qualité d’électeur grenoblois ou de résident grenoblois, l’assesseur enregistrait le vote de la personne. Cet enregistrement a permis de produire une liste d’émargement comprenant l’identité de l’ensemble des votants.

A noter que cette liste a été déclarée à la CNIL (CIL O29-2). Cette déclaration prévoit que « *les agents chargés de superviser la votation citoyenne ont accès aux seules informations statistiques*». De plus, il est indiqué que les «*données seront effacées au plus tard 3 mois après le vote (sauf contentieux)* ».

***Points de vigilance :***

***Concernant l’hypothèse d’un vote en ligne sur Internet, se pose la question de la fiabilité de ce vote qui devra présenter les mêmes garanties que le vote physique, en particulier en ce qui concerne le contrôle de l’identité des votants, de leur âge et de leur résidence grenobloise. Cette rigueur impliquera nécessairement un enregistrement préalable.***

***Plusieurs citoyens ont regretté l’absence de possibilité de vote par procuration.***

***Lors du travail d’aller vers dans les Lycées pour permettre aux plus jeunes de participer à cette semaine de vote, des lycéens étaient intéressés mais n’avaient pas encore 16 ans. La question de descendre l’âge du vote à 15 ans peut donc se poser.***

***Lors du vote, certains citoyens auraient souhaité pouvoir visualiser l’enregistrement de leur vote en l’absence de liste d’émargement physique.***

1. **Les bulletins de vote**

**Concernant le bulletin de vote de la pétition citoyenne**, le formulaire de pétition n’ayant pas « officialisé » la proposition qui serait soumise au vote en cas de votation, la Ville et le pétitionnaire ont du s’accorder sur un bulletin de vote peu de temps avant le scrutin. Le pétitionnaire souhaitait inscrire l’ensemble du texte présent sur la pétition. La Ville souhaitait de son côté un texte court et clair, dans une logique de référendum, pour permettre aux citoyens de se positionner facilement. Le libellé du bulletin est donc le résultat d’un compromis entre la Ville et le pétitionnaire.

***Points de vigilance :***

***Du point de vue de nombreux citoyens, ce bulletin de vote n’était pas satisfaisant. Ils ont pointé un bulletin trop long, trop complexe et risquant de ce fait d’induire des erreurs entre le Oui et le Non pour les votants. Il s’agit donc de construire une mécanique qui permette à la Ville et au pétitionnaire de s’accorder sur un bulletin de vote permettant aux citoyens de prendre clairement position.***

***Soit la formulation de la proposition qui sera soumise à votation est fixée dès l’édition du formulaire de pétition et en respecte dès le départ les contraintes nécessaires (clarté, concision), soit il faut envisager une modalité de rédaction du bulletin de vote après le passage en Conseil municipal qui respecte des règles précises de rédaction.***

**Concernant le bulletin de vote sur le budget participatif**, des citoyens ont fait état de leur incompréhension entre les modalités de vote (choisir 2 « gros projets ») et les modalités de sélection des projets (un seul « gros projet » retenu). D’autres n’ont pas compris l’obligation faite de voter pour plusieurs projets, qu’ils soient « petits » ou « gros ». Pour rappel, cette obligation de voter pour plusieurs projets dans les deux catégories a pour objectif de limiter les effets de lobbying et de placer le citoyen dans une démarche d’intérêt général à l’échelle de la Ville.

**Point de vigilance :**

***Clarifier l’écart entre la mécanique de vote (2 projets) et la mécanique de sélection (un seul projet).***

1. **Le dépouillement**

Le dépouillement pour la votation citoyenne s’est déroulé de manière satisfaisante. Par contre, le dépouillement pour le budget participatif s’avère particulièrement long et complexe, nécessitant un nombre d’agents très important.

***Point de vigilance :***

***Il est nécessaire de développer une modalité de vote qui permette ensuite un dépouillement moins long et moins coûteux en temps d’agents tout en garantissant la fiabilité du résultat.***

1. **Analyse croisée des résultats des deux scrutins**

Le nombre de votants est plus important pour la pétition citoyenne (6 681 votants) que pour le budget participatif (6 046) avec 395 personnes qui n’ont voté uniquement pour le budget participatif et 1030 personnes qui n’ont voté uniquement pour la pétition citoyenne. Si on analyse cet écart par tranche d’âge, on observe que les 16-24 ans ont davantage voté pour le budget participatif que pour la pétition puis la tendance s’inverse, en particulier chez les plus de 60 ans.

A noter que pour les deux dispositifs, la part des Grenoblois âgés de 16 à 25 ans qui ont pris part au vote reste très inférieure à leurs poids démographiques. A l’inverse, on peut noter, quel que soit le scrutin, une forte mobilisation des résidents des secteurs 1 et 2 et des plus de 60 ans parmi les votants au regard de leurs poids démographiques effectif. Comme nous l’avons déjà évoqué, au vue de l’objet de la pétition soumise au vote en 2016, il est difficile de faire précisément la part entre le biais territorial induit par la pétition et le biais sociologique de participation citoyenne que l’on observe lors de tout scrutin.

Enfin, il faut noter que 1 648 personnes sur 7 076 personnes qui ont pris part à ce vote n’étaient pas inscrites sur les listes électorales, soit 23,3% des votants.

***Point de vigilance :***

***Consolider l’appropriation du dispositif par l’ensemble des habitants de Grenoble, tant en terme de territoires que de classes d’âges ayant moins participé cette année.***

1. **Coût de la semaine de vote**

Campagne de communication : 12 200€

Tenue des bureaux de vote :

* Environ 5 000€ d’heures supplémentaires pour le samedi.
* 1700h/agents pour la tenue des bureaux de vote dans le cadre des horaires de travail habituels

Soit un total de 17 200€ et 1700h/agents, principalement des agents issus du service relations aux usagers et des Maisons des Habitants. A noter que pour le personnel du service relations aux usagers, la mobilisation sur la préparation et la mise en œuvre des temps électoraux fait aujourd’hui partie intégrante de leurs missions. De même, pour les personnels des Maisons des Habitants, la participation citoyenne est au cœur de leurs actions.

**Annexe 1**

Sources des éléments de bilan qualitatif :

* Analyse des questionnaires d’évaluation diffusés suite à la Ruche aux projets du 21 mai 2016 (107 questionnaires).
* Deux temps de bilan réunissant membres d’Unions de quartier et membre des Conseils citoyens indépendants volontaires, l’une sur le budget participatif, l’autre sur la semaine de vote.
* Un temps de bilan avec les porteurs de projet du budget participatif.
* Analyse des questionnaires d’évaluation envoyés à l’ensemble des assesseurs des bureaux de vote
* Temps de bilan avec le service relations aux usagers,
* Temps d’échange avec les pétitionnaires dont la pétition n’a pas atteint les 2000 signatures.

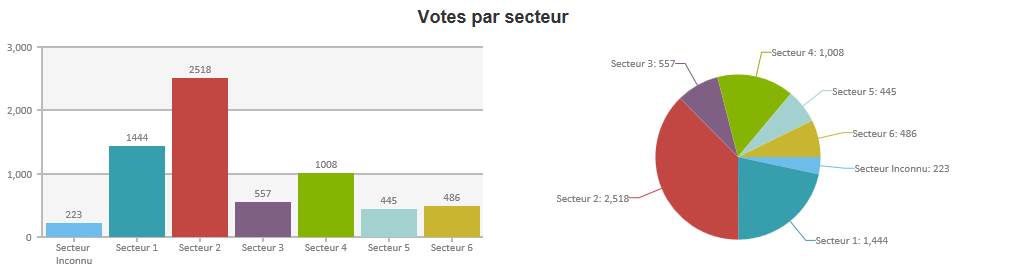
**Annexe 2**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Titre de la pétition** | **Date de réception** | **Avis juridique** |
| Mieux protéger les passages piéton sur les grands boulevards boulevards | 2/03/16 | Compétence métropolitaine |
| Évacuation d'un campement illégal rue Flaubert | 2/03/16 | Terrain non municipal |
| Développer la production d'électricité photovoltaïque sur les toits terrasse de Grenoble | 7/03/16 | Compétence métropolitaine |
| Pour un centre-ville apaisé ((qui vise à réglementer par un arrêté la consommation d’alcool dans l’espace public) | 29/03/16 | positif |
| Développer la synchronisation des feux de circulation à Grenoble | 6/04/16 | Compétence métropolitaine |
| Refuser l'installation des compteurs Linky à Grenoble | 7/04/16 | Hors compétence municipale |
| Des fruits et légumes gratuits, en ville, pour tous ! | 02/05/16 | positif |
| Pour une concertation sur les tarifs de stationnement | 08/06/16 | positif |
| Maintien de la gestion directe du centre social Bajatière par la Ville de Grenoble | 30/06/16 | positif |
| Oui au maintien des bibliothèques Prémol, Hauquelin et Alliance. | 9/11/16 | En cours d’instruction |
| Pour que la ville de Grenoble accompagne les bénévoles des quartiers Jouhaux, Teisseire et Malherbe dans la création de football de proximité. | 16/11/16 | En cours d’instruction |
| Contre les nuisances du marché de Noël | 23/11/16 | En cours d’instruction |

**Annexe 3**

**Statistiques « Interpellation et votation citoyenne »**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Tranches d’âges** | **Nombre de votants** | **Pourcentage des votants** | **Pourcentage de la population de + 15 ans** |
| **16-24 ans** | 382 | 6% | 24% |
| **25-29 ans** | 493 | 7% | 11% |
| **30-39 ans** | 1180 | 18% | 17% |
| **40-49 ans** | 1101 | 16% | 13% |
| **50-59 ans** | 1060 | 16% | 11% |
| **60 ans et plus** | 2465 | 37% | 24% |



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Secteurs | **Nombre de votants** | **Pourcentage des votants** | **Pourcentage de la population** |
| Secteur 1 | 1444 | 22 | 17 |
| Secteur 2 | 2518 | 38 | 22 |
| Secteur 3 | 557 | 8 | 16 |
| Secteur 4 | 1008 | 15 | 20 |
| Secteur 5 | 445 | 7 | 13 |
| Secteur 6 | 486 | 7 | 12 |
| Inconnu | 223 | 3 |  |

**Annexe 4**

Budget participatif Grenoble 2016

Évaluation la Ruche aux projets 21 mai 2016

Quel est le moment que vous avez préféré dans l'après-midi ?

Quel est le moment que vous avez le moins aimé dans l'après-midi ?

Veniez-vous avec une ou des idées de projet précis en tête ?

Avez-vous pu échanger sur les projets présents à votre table ? *(0=mauvais, 5=excellent)*

Avez-vous le sentiment que vos idées ont influencé les deux projets sélectionnés à votre table ?

*(0=mauvais, 5=excellent)*

Avez-vous pu améliorer et enrichir les projets présents à votre table ?

Avez-vous trouvé que le système de vote était satisfaisant ? *(0=mauvais, 5=excellent)*

Avez-vous trouvé satisfaisante la répartition entre petits et gros projets ? *(0=mauvais, 5=excellent)*

Avez-vous trouvé claire la méthode de vote ? *(0=mauvais, 5=excellent)*

Plus globalement, pensez-vous que la Ruche contribue à permettre aux citoyens de proposer des projets qui répondent aux besoins des Grenoblois ?

Pensez-vous que la Ruche facilite l'implication des citoyens dans le choix des priorités des dépenses d'investissement sur le territoire grenoblois ?

A votre avis, en 2017, faut-il encourager la discussion des idées sur Internet ou avec des réunions publiques ?

A votre avis, en 2017, faut-il organiser la ruche au niveau de la ville entière ou dans chaque secteur grenoblois ?

Nombre de personnes ayant rempli le questionnaire : 117 dont

Moyenne d'âge 46 ans *(plus jeune 17 ans, plus âgé 82 ans)*

**Observations**

**Annexe 5**

**Analyse votes Budget Participatif**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Nombre de votants 2015** | **Nombre de votants 2016** | **Pourcentage des votants**  **2015** | **Pourcentage des votants 2016** | **Pourcentage**  **Population de + 15 ans** | **Evolution participation** |
| **Secteur 1** | 348 | 1308 | 34.9 | 21.6 | 17 | \*3.8  +375% |
| **Secteur 2** | 336 | 2130 | 33.7 | 35.2 | 22 | \*6.3  +633% |
| **Secteur 3** | 84 | 526 | 8.4 | 8.7 | 16 | \*6.3  +622% |
| **Secteur 4** | 108 | 919 | 10.8 | 15.2 | 20 | \*8.5  +850 % |
| **Secteur 5** | 54 | 455 | 5.4 | 7.52 | 13 | \*8.4  +842% |
| **Secteur 6** | 68 | 495 | 6.8 | 8.2 | 12 | \*7.3  +727% |
| **Grenoblois avec adresse hors SIG** |  | 213 |  | 3.52 |  |  |
| **Total** | 998 | 6046 |  |  |  |  |

**Points d’attention :**

* En 2015, la part de votants habitants dans le nord de la Ville (secteur 1 et 2) était de 68,6 %. En 2016, cette part s’élève à 56,8 %
* Le pourcentage de votants par rapport au pourcentage de population est plus fort dans les secteurs 1et 2
* Le secteur 4 est le secteur où l’augmentation en pourcentage est la plus forte (+4.4) ainsi que le secteur 5 (+ 2.12)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Tranches d’âges** | **Nombre de votants**  **2015** | **Pourcentage des votants 2015** | **Nombre de votants**  **2016** | **Pourcentage des votants 2016** | **Augmentation 2015-2016** | **Pourcentage de la population de + 15 ans** |
| **16-24 ans** | 90 | 9,0% | 409 | 6,7% | \*4,5 | 24% |
| **25-29 ans** | 94 | 9,4% | 509 | 8,4% | \*5,4 | 11% |
| **30-39 ans** | 242 | 24,1% | 1130 | 18,7% | \*4,7 | 17% |
| **40-49 ans** | 219 | 22% | 1044 | 17,3% | \*4,8 | 13% |
| **50-59 ans** | 143 | 14,2% | 911 | 15,1% | \*6,4 | 11% |
| **60 ans et plus** | 210 | 22,1% | 2013 | 33,8% | \*9,7 | 24% |